



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.04/80

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180425-M_DE180423_80-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/04/2018

Publication : 25/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 23 avril 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	30

Extrait de la délibération affiché le **27 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **23 avril à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Absentes

Marie-Christine **BASSET**
Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 26 avril 2018

2018.04/80

RESSOURCES HUMAINES : DETERMINATION DU NOMBRE DE SIEGES AU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET MAINTIEN DU PARITARISME

Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire - Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale prévoit, dans son article 27, la création dans chaque collectivité territoriale ou établissement public employant au moins 50 agents d'un ou plusieurs Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail.

Les élections des représentants du personnel qui siègent aux Comités Techniques auront lieu le 6 décembre 2018.

Par ailleurs, la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique pose le principe de la suppression du paritarisme numérique au sein du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail entre représentants de la collectivité et représentants du personnel sauf délibération contraire de l'autorité territoriale.

Lors des élections professionnelles de 2014, la Ville de Montivilliers avait décidé de maintenir le paritarisme et de recueillir l'avis du collège des représentants de la collectivité au sein du CHSCT de la même manière que celui rendu par les représentants du personnel.

Dans ce cadre, il appartient aujourd'hui au Conseil Municipal de se prononcer sur le maintien du paritarisme et sur la détermination du nombre de sièges à pourvoir au CHSCT.

1°) Maintien du paritarisme

L'article 30 du décret précité du 10 juin 1985, dans sa rédaction antérieure, avait institué un principe selon lequel les Comités d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail comprenaient un nombre égal de représentants des collectivités territoriales et de représentants du personnel.

La loi précitée du 5 juillet 2010 donne la possibilité aux collectivités territoriales de supprimer le paritarisme numérique au sein du CHSCT, et retire aux représentants de la collectivité la faculté de formuler des avis.

Ce paritarisme peut néanmoins être maintenu par délibération du Conseil Municipal ainsi que la faculté, pour les représentants de la collectivité, de formuler des avis (articles 28 et 54 du décret précité du 10 juin 1985)..

Le principe de paritarisme favorise la concertation entre les organisations syndicales, les élus et l'administration.

C'est pourquoi, sur la base de ces échanges et au nom d'un dialogue social constructif, il est proposé de maintenir le paritarisme numérique au sein du CHSCT entre le nombre de représentants de la collectivité et les représentants du personnel. Les représentants de la collectivité formuleront un avis au cours des séances du CHSCT.

2°) Détermination du nombre de sièges au Comité Technique

Le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale dispose dans son article 28 que l'organe

délibérant de la collectivité auprès duquel est placé CHSCT fixe le nombre de représentants de la collectivité et le nombre de représentants du personnel dans les limites suivantes :

- Lorsque l'effectif à la date du 1^{er} janvier 2014 est au moins égal à 200 : 3 à 10 représentants.

Actuellement, le CHSCT est composé de 5 représentants de la collectivité et de 5 représentants du personnel.

Les représentants du personnel au sein du CHSCT sont désignés librement par les organisations syndicales dans un délai d'un mois suivant la date des élections professionnelles au Comité Technique. La répartition des sièges se fait alors de façon strictement proportionnelle aux résultats des élections au Comité Technique (article 32 du décret du 10 juin 1985 précité).

Le Maire désigne les représentants de la collectivité parmi les membres du conseil municipal, ou parmi les agents de la collectivité (article 31 du décret du 10 juin 1985 précité).

Ainsi, dans la perspective des prochaines élections du CHSCT, il est proposé de maintenir à 5 le nombre de représentants de la collectivité et du personnel.

Pour ces raisons, je vous propose donc d'adopter la délibération suivante :

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°85-565 du 30 avril 1985 modifié relatifs aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'Hygiène et à la Sécurité ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

VU la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n° 2018-55 du 31 janvier 2018 relatif aux instances de représentation professionnelle de la fonction publique territoriale,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 8 Septembre 2014 fixant à 5 le nombre de représentants titulaires et à 5 le nombre de représentants suppléants de la Collectivité, à 5 le nombre de représentants titulaires et à 5 le nombre de représentants suppléants du Personnel,

VU le Comité Technique réuni le 24 Avril 2018,

VU le rapport de Madame Patricia DUVAL, Adjointe au Maire en charge des Ressources Humaines,

CONSIDERANT :

- Que l'organe délibérant de la collectivité auprès de laquelle est placé le CHSCT fixe le nombre de représentants de la collectivité et le nombre de représentants du personnel
- Que l'organe délibérant peut maintenir le paritarisme au sein du CHSCT ainsi que la faculté, pour les représentants de la collectivité, de formuler des avis
- Que le nombre des membres titulaires des représentants du personnel ne saurait être inférieur à 3 ni supérieur à 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents.

- Que l'effectif des fonctionnaires, des agents contractuels de droit public et de droit privé arrêté au 1er janvier 2018, soit 285 agents

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De laisser inchangé le nombre de représentants du personnel au CHSCT à savoir 5 représentants titulaires et 5 représentants suppléants,
- De maintenir le paritarisme et donc de fixer à 5 le nombre de représentants de la collectivité titulaires et à 5 le nombre de représentants de la collectivité suppléants,
- De recueillir l'avis du collège des représentants de la collectivité au sein du CHSCT de la même manière que celui qui sera rendu par les représentants du personnel.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

Le Maire,

